

Un élève sur cinq consomme de la drogue

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4715 - Mardi 26 février 2019 - Prix : 10 DA

Réception des cabines et essais mécaniques à la mi-mars

Le téléphérique de Tizi Ouzou voit le bout du tunnel

Page 4

Echec du dialogue entre syndicats et ministère de l'Education

Grève de deux jours à partir d'aujourd'hui

Page 3

Syrie, le temps du rappel des troupes

Par Mohamed Habili

Donald Trump, qui s'apprête à annoncer tout à la fois la victoire sur Daech et le début du retrait des troupes en Syrie, tente de forcer la main des Européens pour qu'ils reprennent leurs compatriotes membres de l'organisation défaite détenus dans les camps kurdes, en brandissant la menace de les relâcher dans le cas où eux-mêmes persistent à ne pas vouloir d'eux. Dans le tweet qu'il consacre à ce sujet, il a pris soin de nommer les Etats européens les plus représentés dans les camps de détention kurdes, encore qu'il puisse y en exister d'autres qui ne soient pas kurdes. Ce sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les autres n'étant pas spécifiés. Ces trois Etats sont les plus importants d'Europe. De tous les pays occidentaux, ce sont les deux premiers qui auront le plus fait pour renverser le régime syrien. Si finalement celui-ci ne l'a pas été, ce n'est pas de leur part faute d'avoir essayé. Ils voulaient rééditer en Syrie l'exploit qu'ils avaient accompli en Libye. Les Américains ayant déjà estimé sous Barack Obama avoir été floués par eux dans l'affaire libyenne se sont bien gardés de commettre la même erreur en se laissant embarquer par eux dans une entreprise du même ordre en Syrie. On comprend dès lors que leur président actuel en vient maintenant à les désigner, l'air de ne pas y toucher, comme les plus grands pourvoyeurs occidentaux de terroristes en Syrie, en leur adjoignant l'Allemagne par la même occasion.

Suite en page 3

Présentation de la déclaration de politique générale à l'APN

Ouyahia : «Le peuple est libre...»



Ph/E. Saraya/J. A.

Réagissant aux dernières manifestations organisées aux quatre coins du pays, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a indiqué que chacun est «libre» de défendre ou de s'opposer à tel ou tel candidat lors de l'élection présidentielle, relevant, toutefois, que seules les urnes peuvent trancher. Lire page 2

Kit-GPL pour véhicules Négociations Naftal-partenaire étranger pour la fabrication

Page 5

Cinéma/Oscars 2019

«Roma» et «Green Book» dominant le palmarès

Page 13

Présentation de la déclaration de politique générale à l'APN

Ouyahia : «Le peuple est libre...»

■ Réagissant aux dernières manifestations organisées aux quatre coins du pays, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a indiqué que chacun est «libre» de défendre ou de s'opposer à tel ou tel candidat lors de l'élection présidentielle, relevant, toutefois, que seules les urnes peuvent trancher.

Par Thinhinene Khouchi

S'exprimant à l'ouverture de la séance du Parlement consacrée à la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement, Ouyahia, tout en se félicitant du déroulement pacifique des manifestations enregistrées vendredi dans plusieurs wilayas du pays, a appelé à la «vigilance pour éviter tout dérapage» pouvant survenir au cours de ces manifestations, d'autant plus, a-t-il dit, qu'elles ont eu lieu suite à des appels anonymes sur les réseaux sociaux. «Jusqu'à présent, ces manifestations sont pacifiques mais elles pourraient revêtir un autre caractère demain», a prévenu le Premier ministre, observant qu'un «aperçu de ces possibles dérapages a été donné dimanche dernier à travers des appels aux élèves des écoles à prendre part aux manifestations». Commentant le contenu des slogans scandés lors des manifestations, appelant notamment au changement, Ouyahia a affirmé que l'élection présidentielle du 18 avril prochain sera l'occasion pour le peuple algérien de faire son choix «en toute liberté et en toute souveraineté». En outre, revenant sur la Conférence nationale de consensus que le Président Bouteflika, dans sa lettre de candidature à l'élection présidentielle, s'est engagé à convoquer s'il était réélu pour un autre mandat, le Premier ministre a précisé que cette conférence serait «une première dans l'histoire de l'Algérie», qu'elle serait ouverte à tous et constituerait un espace pour faire des propositions en vue d'«opérer un changement dans le pays, y compris à travers un amendement de la Constitution pouvant être radical». «C'est une



Ph.E. Soraya/J.A.

main tendue sincèrement par le Président Abdelaziz Bouteflika» aux forces politiques, sociales et économiques du pays «sans exclusion», afin de «débattre librement, de dégager une plateforme politique, économique et sociale et de proposer aussi une réforme constitutionnelle à la hauteur de leurs attentes», a-t-il ajouté. «Nous pouvons être d'accord, comme nous pouvons diverger, mais nous sommes tous les enfants de l'Algérie qui a souffert de la tragédie et l'Algérie est en droit aujourd'hui de vivre en paix et dans la stabilité. Le peuple algérien ne doit pas perdre les fruits de la stabilité qui est le résultat de sa volonté lorsqu'il a choisi la paix et la réconciliation nationale». Dans son argumentaire en faveur de cette conférence, Ouyahia a expliqué que face aux défis et aux enjeux, l'Algérie est interpellée pour «redoubler d'efforts et approfondir ses réformes», à travers une «jonction féconde des énergies, dans le respect des diversités d'opinions».

En 20 ans, l'Algérie a connu une véritable renaissance

Enfin, énumérant les défis et enjeux auxquels l'Algérie est confrontée, il a cité, au plan interne, «l'importante progression» réalisée dans le domaine du développement, notamment humain, les «ambitions légitimes» des jeunes générations, les «exigences intégrales» d'un Etat de droit et de démocratie pluraliste, ainsi que la nécessité de développer davantage une économie diversifiée et compétitive, fournissant à l'Etat les ressources nécessaires pour la pérennité de la politique nationale de justice sociale et de solidarité nationale. Au plan externe, le Premier ministre a mentionné l'instabilité, les foyers de tension, de terrorisme et de crime transnational qui persistent dans le voisinage immédiat, ainsi que les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale en général et les facteurs de bouleversement qui s'accumulent sur le marché

international des hydrocarbures. Passant en revue l'état de mise en œuvre du programme du Président Bouteflika pour la période 2014-2018, Ouyahia a affirmé qu'il est marqué par des «avancées majeures dans tous les domaines» grâce à «la continuité et la persévérance dans la démarche».

Crise pétrolière : «L'Algérie l'a traversée en préservant son indépendance de décision économique»

Lors de cette journée, le Premier ministre a affirmé que l'Algérie a traversé le choc pétrolier avec ses propres ressources financières en préservant son indépendance de décision économique. Ouyahia a présenté le bilan de l'action du gouvernement y compris les réalisations dans le domaine économique. Durant ces deux dernières années, a-t-il rappelé, le pays a poursuivi les réformes pour l'amélioration de l'environnement

financier et de l'investissement. Citant les progrès enregistrés dans le domaine économique, il a relevé que l'agriculture a connu un taux de croissance proche de 9%. Quant à l'industrie, il a soutenu que ce secteur arrive à satisfaire la demande nationale dans plusieurs filières et même à accroître ses exportations hors hydrocarbures. En dressant le bilan de l'action de son gouvernement depuis septembre 2017, Ouyahia a également estimé que la croissance économique a été «robuste», se rapprochant de 4% en 2018 hors hydrocarbures. Evoquant le secteur des hydrocarbures, il a soutenu qu'il est en «phase de mise à niveau» et qu'il dispose d'un «avenir prometteur» grâce à sa future législation révisée, à l'exploration des ressources non conventionnelles et au développement de la pétrochimie. Le Premier ministre a, en outre, indiqué que les transferts sociaux représentent plus de 1 500 milliards DA par an, alors que le taux de chômage s'est stabilisé à 11% malgré l'importance des nouvelles demandes d'emploi. Concernant la mise en œuvre du programme du président de la République pour la période 2014 à 2018, le Premier ministre a souligné que les cinq dernières années ont été «riches en réalisations». Dans le domaine économique, l'investissement a bénéficié de facilitations supplémentaires, notamment à travers la décentralisation des procédures, une offre plus grande du foncier industriel, d'importantes mesures de déflation et de bonification des crédits bancaires, ainsi que le soutien aux exportations hors hydrocarbures.

T. K.

Le cannabis en tête de liste

Un élève sur cinq consomme de la drogue

La consommation de la drogue en milieu scolaire est un autre phénomène de société qui commence à prendre de l'ampleur ces dernières années. Chose qui se répercute négativement sur le déroulement de la scolarité des élèves et les expose à la dérive, sous toutes ses formes. Un scolarisé sur cinq, au niveau national, consomme de la drogue. C'est ce qu'indique une étude réalisée en 2016 par l'Office national de la lutte contre les stupéfiants, rendue publique à l'occasion d'une rencontre organisée par la direction locale de la santé à l'occasion de la semaine maghrébine de la santé scolaire et universitaire au niveau de l'hôpital psychiatrique de Nador. Présentée lors de cette rencontre par l'ancien directeur général par intérim Abdenour Salah, cette enquête, la plus récente sur le sujet, a porté sur un échantillon de 12 000 élèves des cycles moyen et secondaire. Elle a concerné 426 établissements scolaires répartis sur 46 wilayas et ciblé des élèves de la tranche d'âge allant de 15 à 17 ans qui ont répondu à un questionnaire

composé de 119 questions directes relatives à l'ampleur de la consommation de tabac et des drogues. Les résultats de cette étude ont révélé que le phénomène de consommation de tabac et de drogues est une réalité en milieu scolaire et touche les deux sexes. La drogue la plus consommée est le cannabis, suivi des produits hallucinogènes et des substances psychotropes. 18% de l'ensemble des scolarisés, soit un total de 387 000 élèves, fument du tabac. La consommation du tabac est l'un des comportements principaux qui conduisent à la prise d'autres drogues, a-t-on ajouté, soulignant dans cette même étude que 66 731 élèves se droguent et 49 626 ont consommé de l'alcool au moins une fois, alors que 48 148 autres ont pris des substances psychotropes dont 23 000 avaient consommé de l'ecstasy. Toutefois, ce problème n'a pas atteint un niveau alarmant et il est encore possible de le contrôler, a indiqué M. Abdenour. Bien que cette étude réfute les chiffres alarmants avancés par cer-

taines parties, elle n'a pas manqué de susciter les préoccupations des professionnels de la santé quant aux risques sur la santé mentale des scolarisés, a observé le chargé du programme de santé scolaire au ministère de la Santé, qui a souligné l'importance de la sensibilisation au niveau de la famille, qui peut jouer un rôle principal dans la lutte et la prévention de ce phénomène, a-t-il dit. Il a également insisté sur le rôle des 2 000 unités de soins ouvertes dans des établissements scolaires, dans le travail de sensibilisation sur les dangers de la consommation de drogues et du tabagisme en soulignant l'importance de la mise en place d'un programme de sensibilisation impliquant les différents secteurs concernés. Par ailleurs, quelque 22 000 jeunes, à l'échelle nationale, suivent une cure de désintoxication dans les centres ouverts à cet effet, a annoncé le professeur Mohammed Chekali, directeur adjoint de la santé mentale au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le responsable a

expliqué que sur 22 000 toxicomanes pris au niveau des 42 centres ouverts sur le territoire national, on retrouve les différentes catégories d'âge et de classes sociales. Il a rappelé que l'Algérie a adopté une stratégie nationale de lutte contre la toxicomanie portant, entre autres, sur l'élargissement du réseau des centres de désintoxication pour le porter prochainement à 53 unités, la formation de 30 médecins spécialisés dans le traitement de la toxicomanie et l'organisation de sessions de formation continue de courte durée au profit des médecins généralistes afin qu'ils puissent prendre en charge certains cas. Cette stratégie prévoit également la coordination avec d'autres secteurs en vue de créer des conditions sociales favorables qui éloigneraient les jeunes du monde de la drogue, à travers notamment la lutte contre la déperdition scolaire et la désintégration de la cellule familiale et l'encouragement de la pratique du sport de proximité et scolaire, a-t-il rappelé.

Meriem Benchaouia

Echec du dialogue entre syndicats et ministère de l'Education

Grève de deux jours à partir d'aujourd'hui

■ Les mouvements de protestation reprennent de plus belle dans le secteur de l'Education. Les six syndicats composant l'Intersyndicale du secteur maintiennent leur mot d'ordre de grève pour les journées d'aujourd'hui et de demain, suite à l'échec des rencontres bilatérales entre les deux parties.

Par Louiza Ait Ramdane

Le secteur de l'Education est toujours dans une mauvaise passe. Les choses semblaient pourtant sur le point de s'arranger avec de multiples rencontres et la disponibilité du ministère au dialogue afin d'éviter le débrayage. Mais à la fin il s'est avéré que le ministère de l'Education et les syndicats d'enseignants ne parlaient pas le même langage. Faute d'une réponse urgente à leur revendication par la tutelle, les syndicats ont décidé de bouder les classes durant deux jours. Ainsi, l'Intersyndicale a décidé d'aller de l'avant et met-tre plus de pression sur la tutelle. Les six syndicats autonomes de l'éducation, le Snapest, le Cnapeste, l'Unpef, le CLA, le Satef et le SNTÉ, observeront une grève nationale aujourd'hui et demain, suivie de sit-in de protestation régionaux, au niveau des wilayas de Batna, Laghouat, Relizane et Blida. C'est à l'issue d'une réunion, organisée jeudi passé, que l'Intersyndicale a affiché son intention d'aller vers le durcissement de ses mouvements de contestation. Les membres du collectif syndical ont expliqué qu'un débrayage s'impose, compte tenu du fait de la non-prise en charge des revendications soumises à la tutelle. Ils reprochent surtout à leur tutelle d'avoir envoyé des projets de P-V qui ne reflètent pas les discussions avec la tutelle dans le cadre des

réunions bilatérales, et ce, pour la plupart des dossiers. Le Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest) est sorti de sa réunion avec la tutelle insatisfait. Le syndicat, qui maintient l'appel à la grève, dans le cadre de l'Intersyndicale, a indiqué que sa rencontre avec les cadres du ministère de l'Education n'a abouti à aucun résultat. Son coordinateur, Meziane Meriane, a précisé que la réunion était ordinaire et se résume en un dialogue de sourds. « Les responsables du ministère ont écouté les revendications du syndicat, en lui avançant les mêmes promesses données lors de la réunion précédant la grève du 21 janvier dernier », indique le syndicaliste, précisant que le syndicat s'est contenté seulement de corriger le procès-verbal, en réitérant les revendications socio-professionnelles soulevées auparavant. Comme réponse aux revendications des syndicats du secteur, les responsables du ministère ont affirmé que certaines des revendications soulevées relèvent des prérogatives du gouvernement, notamment les dossiers relatifs au pouvoir d'achat, à la retraite, à la prime de zone des personnels du Sud et à la classification actuelle du personnel de l'Education, a-t-il fait savoir. La ministre de l'Éducation devrait, dans ce cas, agir et vite afin d'éviter la reproduction d'un tel scénario, mais surtout afin d'éviter la prise en otages des élèves. À rap-



pelel que l'Intersyndicale avait organisé un débrayage le 21 janvier passé, et qui n'avait finalement pas permis d'atteindre les objectifs escomptés dont la tenue d'un dialogue sérieux et responsable avec la tutelle. Ce mouvement avait été également marqué par une faible participation des enseignants et des fonctionnaires en raison d'intimidations et de menaces du ministère, avaient dénoncé les contestataires. Les revendications des syndicats du secteur tournent autour du maintien du travail de la commission mixte, relatif au statut particulier des travailleurs du secteur, du maintien de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition d'âge, l'abrogation définitive de l'article 87 bis (de la loi de finances de 2015) et la création

d'une prime spécifique aux corps communs et ouvriers qualifiés, l'application immédiate du décret présidentiel 266/14, l'amélioration de la prime de zone sur la base du nouveau salaire de base et non celui de 1989 et la mise en place de mécanismes qui restaurent l'équilibre et le pouvoir d'achat. Il est également question de revendications pédagogiques liées à la révision des programmes et méthodes d'enseignement pour les adapter au niveau des élèves, notamment dans l'école primaire. Ils appellent aussi à la diminution du volume horaire dans tous les paliers avec la prise en compte de la quantité de travail et des objectifs, ainsi qu'à la protection de l'autorité pédagogique des enseignants et la levée des entraves aux libertés syndicales. L. A.

Sommet Ligue arabe/UE

Bensalah pour un respect de «prérogatives nationales et souveraines»

A Charm el Cheikh, en Egypte, où se tient le 1^{er} Sommet Ligue arabe/UE, Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation et représentant du président Bouteflika plaident pour «une approche globale de coopération arabo-européenne qui tienne compte du respect des prérogatives nationales et souveraines», a déployé l'efficacité de l'approche algérienne dans la résolution des crises démontrée.

Abdelkader Bensalah, intervenant au deuxième et dernier jour des travaux du 1^{er} Sommet Ligue arabe/UE, évoquant les crises qui règnent dans les pays arabes, a rappelé que l'Algérie n'a eu de cesse d'appeler à la poursuite des efforts internationaux pour parvenir à une solution durable, équitable et globale pour la question palestinienne, à la faveur de l'application des résolutions du Conseil de sécurité et de la légalité internationale qui établissent le droit du peuple palestinien à un Etat indépendant aux frontières de 1967, avec

Al-Qods pour capitale. «Les intérêts stratégiques entre le monde arabe et l'Europe nous incitent à accorder la priorité à la promotion de cette coopération au plus haut niveau, en vue de relever les défis communs, notamment au regard des développements survenus dans un contexte sensible pour nos pays et peuples marqué par la prolifération des crises, des foyers de tension et des facteurs d'instabilité», a estimé, à ce sujet, le représentant du chef de l'Etat. Aussi, a-t-il réitéré l'appel de l'Algérie à «l'adoption de son approche dont l'efficacité dans le règlement des crises qui secouent la région arabe a été démontrée au cours du temps et à travers les événements, en rejetant toute ingérence dans les affaires internes des pays et en prônant les solutions pacifiques dans le cadre du dialogue inclusif et de la réconciliation nationale».

A ce propos, il a indiqué que «l'Algérie qui a déjà mis en garde contre les conséquences de la crise libyenne sur la stabilité et la

sécurité de la région, appelle constamment les parties libyennes à faire prévaloir l'intérêt du pays sur toute autre considération et à faire les concessions nécessaires pour aboutir à une solution politique consensuelle, dans le cadre des efforts de l'ONU et préserver l'unité, l'intégrité, la stabilité et la souveraineté de la Libye».

S'agissant de la crise syrienne, Bensalah a mis en avant «la position de l'Algérie soutenant les efforts internationaux dont ceux de l'émissaire onusien visant le respect de l'accord de cessation des hostilités en Syrie», tout en appelant «toutes les parties à adhérer à la dynamique positive tendant à trouver une solution politique à la crise». L'Algérie est profondément convaincue «des capacités du peuple syrien frère à faire prévaloir son intérêt suprême et à instaurer une réconciliation nationale globale à même d'assurer une sortie de crise à la Syrie», a-t-il soutenu. Le représentant du président de la République a expri-

mé le souhait de l'Algérie de voir ce sommet aboutir à une vision stratégique et intégrée englobant les différents domaines de coopération politique, sécuritaire, économique, sociale, culturelle et scientifique, qui soit à la hauteur de la profondeur des liens historiques et du poids du patrimoine humanitaire et civilisationnel commun, en vue de relever tous les défis et de remporter le pari de l'édification et du développement.

Soulignant ainsi que les différentes préoccupations inhérentes à la coopération arabo-européenne et ses perspectives futures «doivent s'inscrire dans le cadre d'une approche globale qui tienne compte du respect des prérogatives nationales et souveraines, sur la base des principes régissant les relations internationales fondées sur le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires internes des pays».

Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

Syrie, le temps du rappel des troupes

Suite de la page une

L'Allemagne est le pays qui a le plus profité de la crise syrienne, faisant main basse sur un million de Syriens jeunes adultes, pour la plupart bien formés, fuyant la guerre, errant à travers l'Europe. Elle a ainsi fait d'une pierre plusieurs coups : régler sa régression démographique à fort bon compte, dans une proportion qu'il reste cependant à déterminer, se trouver de la main-d'œuvre bon marché, notamment pour les tâches dont les Allemands de souche ne veulent plus, et, le last but not the least, se faire passer pour un pays accessible aux souffrances humaines. C'est ce même pays qui lui n'a pas envoyé de soldats en Syrie qui se permet aujourd'hui de critiquer la décision des Américains de rappeler les leurs, arguant que ce retrait profite aux seuls Russes et Iraniens. On lui demande, et plutôt avec insistance, s'il est disposé à récupérer ses ressortissants terroristes arrêtés, c'est-à-dire encore tout ce qu'il y a de plus vivants, ce qui ne devrait pas faire problème pour un Etat de droit, et sa réponse se fait toujours attendre. Même appuyée par la menace de les remettre en circulation sinon, ce qui pourrait les amener à retourner à leur point de départ, la demande reste sans réponse. Tout ce que l'on sait des trois pays mis en cause par Trump, c'est qu'ils pourraient être disposés à la rigueur à reprendre ceux de leurs ressortissants qui sont soit des femmes soit des enfants. Ceux-là poseraient moins de problèmes d'intégration dans la norme européenne, ou de réintégration pour les femmes parties adultes en Syrie. Il y a des prisons et des centres de reformage dans ces trois pays, mais ils ne sont guère pressés à y recevoir ceux de leurs ressortissants qui sont partis faire la guerre à ce même régime syrien auquel eux-mêmes voulaient tant faire subir le même sort que celui qu'ils avaient réservé à la Libye de Kadhafi. Si on laissait ces «égars», ces «naïfs» qui ont pris au mot leurs dirigeants de l'époque, retourner chez eux, ils n'auraient pas beaucoup de difficultés à se trouver de bons avocats pour les défendre. De quoi en effet se sont-ils rendus coupables en Syrie? N'est-ce pas d'avoir agi conformément aux vœux de leurs propres Etats : faire mordre la poussière au régime syrien ? Leur procès tournerait dès lors à celui de leurs Etats.

M. H.

Réception des cabines et essais mécaniques à la mi-mars

Le téléphérique de Tizi Ouzou voit le bout du tunnel

■ Les services de la wilaya de Tizi Ouzou ont annoncé, hier, le lancement des premiers essais mécaniques sur le téléphérique à la mi-mars.

Par Hamid Messir

Le projet de téléphérique verra le «début des essais mécaniques la mi-mars prochain suite

Météo Des chutes de neige prévues sur les reliefs de l'Est dépassant les 900 mètres

DES CHUTES de neige sont prévues mardi sur les reliefs de l'Est du pays dépassant les 900 mètres d'altitude, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de météorologie. Ces chutes de neige affecteront les wilayas de Batna, Khenchela, Tébessa, Oum El Bouaghi et Souk Ahras où l'épaisseur de la neige cumulée devrait atteindre ou dépasser localement 15 cm durant la validité de ce BMS en cours mardi de 3h à 12h, précise la même source.

K. L.

Visite de travail et d'inspection Gaïd Salah à Tamanrasset à partir d'aujourd'hui

LE GÉNÉRAL de Corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, à partir d'aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection à la 6^e Région militaire à Tamanrasset, indique lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Le général de Corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, du 26 au 28 février 2019, une visite de travail et d'inspection à la 6^e Région militaire à Tamanrasset», précise la même source. Lors de cette visite, le général de Corps d'armée «superviserà un exercice tactique avec munitions réelles, procèdera à l'inspection de certaines unités et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la 6^e Région militaire», ajoute le communiqué du MDN. R. N.

à la réception des cabines d'essais». «Ces essais débiteront après la pose des câbles», précise la même source.

A rappeler que le président-directeur général de l'entreprise de gestion du Métro d'Alger, Koraba Mustapha, avait en décembre dernier, annoncé la livraison durant le deuxième trimestre 2019 d'un premier tronçon sur une distance de 2,5 kilomètres, reliant la gare de Bouhinoun au siège de la wilaya (collège Babouche) comportant 04 gares et 65 cabines pour transporter quelque 2 400 passagers par heure et par ligne.

Quant au second tronçon du projet, qui relie le siège de la wilaya au mausolée de Sidi Belloua (Redjaoua), les travaux seront achevés vers fin 2019, au plus tard début 2020.

Ces engagements avaient été pris à l'issue de la visite de ce chantier en compagnie du wali de Tizi Ouzou.

Ce projet de téléphérique, long de 5,5 km avec 28 pylônes devra relier la gare multimodale de Bouhinoun au mausolée de Sidi Belloua (Redjaoua) avait été lancé en 2013 pour un délai de 24 mois et pour une envelop-



Ph/D. R.

pe initiale allouée de 4,9 milliards de dinars réévaluée pour atteindre aujourd'hui 8,7 milliards de dinars. Le plus récent délai de sa livraison était prévu pour fin 2017. H. M.

Ghardaïa /Zelfana

Ouverture prochaine d'un complexe touristique moderne

Un complexe touristique intégré moderne ouvrira bientôt ses portes dans la localité thermale de Zelfana (60 km au sud-est de Ghardaïa), apprend-on des initiateurs du projet. Fruit d'un investissement privé de plus de 700 millions DA, ce complexe touristique, dont les travaux sont achevés à 80%, est bâti sur une superficie de plus de 17 650 m², selon les normes internationales. Outre son emplacement stratégique sur un grand boulevard dans l'oasis de la station thermale de Zelfana, ce complexe dénommé «Soleil Tours» comprend 40 bungalows, dont une dizaine de type «haut standing», des espaces verts, une piscine ainsi qu'une aire de jeux pour enfants. Cette infrastructure thermale comporte également un hôtel de 64 chambres et huit suites avec deux cafétérias et un restaurant proposant des plats et mets alliant le meilleur de la cuisine du monde au raffinement et à la variété de la gastronomie algérienne. Le complexe dispose aussi de deux hammams, un centre de remise en forme, une grande salle de conférences, un parking de plus de 50 véhicules ainsi que des espaces commerciaux. Contacté par l'APS,

l'initiateur de ce projet, Kaddour Benhamouda, estime que la réalisation de cet espace touristique a été motivée par l'attractivité que connaît la ville de Zelfana comme première destination thermale du sud du pays et par le manque d'infrastructures de loisirs et de bien être dans la wilaya. Le président de l'Assemblée populaire communale de Zelfana, Amar Ben Ghochi, a souligné de son côté l'importance de cet espace touristique à même d'apporter une valeur ajoutée à l'offre touristique de la région. Avec plus de 200 emplois directs et indirects dans une première phase, les jeunes de la région de Zelfana et ses environs fondent beaucoup d'espoir sur ce projet, a-t-il ajouté. Les thermes de Zelfana jouissent d'une renommée régionale et nationale et cela en dépit d'un manque criant de structures modernes de cure et d'hébergement. Chaque week-end et jours fériés ou lors des vacances scolaires, des milliers de personnes de différentes régions du pays, pour la plupart des personnes âgées, convoient les bassins thermaux de Zelfana aussi bien pour la remise en forme que pour des cures contre des patho-

logies telles que les affections rhumatismales et dermatologiques. Dotée d'une capacité d'hébergement estimée à près de 900 lits, cette localité thermale est loin de répondre aux exigences des curistes et visiteurs bien que de nombreux citoyens profitent durant l'afflux des curistes pour louer leurs logements et autres garages aux visiteurs en quête de cure thermale. L'eau thermale de Zelfana, dont la température est de 41,5 degrés et aux vertus avérées a été à l'origine de l'apparition et la prospérité de cette localité depuis l'apparition du premier forage en 1947. Aujourd'hui, de nouvelles perspectives s'ouvrent à ces thermes de Zelfana avec l'ouverture de ce complexe touristique et l'existence de différents centres de repos pour les travailleurs de sociétés nationales et autres organismes étatiques (Sonatrach, Sonelgaz, Moudjahidine, P-TIC, etc.). La concrétisation des projets prévus par les plans de la zone d'expansion touristique (ZET) peut faire de Zelfana un pôle santé-beauté-forme et la première destination de santé et d'éco-tourisme dans le Sud du pays, estiment les cadres locaux du secteur.

Selma G./APS

Tébessa

Les recettes fiscales en hausse

Une augmentation dans les recettes fiscales de l'ordre de 5% a été enregistrée dans la wilaya de Tébessa en 2018 comparée à 2017, a indiqué lundi le directeur local des impôts, Mustapha Idiri. Un montant de plus de 11,5 milliards DA de recettes d'impôts a été collecté en 2018 contre 10,9 milliards en 2017, a précisé à l'APS le même responsable, soulignant que les recettes fiscales ont été collectées auprès des différents établissements étatiques et privés de cette wilaya frontalière. Cette augmentation est expliquée par

«les efforts considérables» consentis par les agents de la direction locale des impôts a attesté le même responsable, indiquant que cette structure compte actuellement près de 300 éléments répartis sur 10 recettes de recouvrements d'impôts, 12 inspections polyvalentes, une inspection de contrôle et de garantie, ainsi qu'une commission de contrôle de qualité. Dans les détails, M. Idiri a indiqué que 9,92 milliards DA des recettes fiscales de 2018 ont été collectés entre autres auprès des différents établissements étatiques à

Tébessa, 889 millions auprès des collectivités locales, 475 millions DA du Fonds commun des collectivités locales (FCCL), 1,5 million DA de la chambre du commerce et 764 000 DA auprès de la chambre de l'artisanat. M. Idiri a également souligné que 5 616 avis à tiers détenteur (ATD) sur compte bancaire ainsi que 420 autres ATD auprès de notaires ont été notifiés en 2018, plus de 11 120 commandements de payer ont été signifiés par le biais d'un huissier de justice, 2 739 amendes judiciaires et 445 réquisitions aux fins d'incarcération

ont été libellées. En outre, M. Idiri a déclaré que ses services ont enregistré un montant de recouvrement de plus de 886 millions DA de fiscalité en janvier 2019, avec une évolution de 1,38% par rapport à janvier 2018. Le même responsable a appelé dans ce sens tous les concernés à se rapprocher des différentes caisses et recettes d'impôts et de fiscalité dans le but de régulariser leurs situations et payer leurs dettes, rappelant que des facilitations diverses sont proposées par la direction locale de impôts.

L. O.

Kit-GPL pour véhicules

Négociations Naftal-partenaire étranger pour la fabrication

■ Des négociations sont en cours entre Naftal et un partenaire étranger pour la fabrication d'accessoires de bonbonnes de gaz propane liquéfié (GPL) pour véhicules à Mascara, a annoncé le directeur de l'unité de la wilaya de fabrication des bonbonnes de gaz de Naftal, Djamel Laoudi.

Par Amel B.

En marge d'une visite du wali de Mascara, Hamid Baïche, à l'unité à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Laoudi a indiqué que 4 hectares de superficie globale de 10 ha à l'unité sont réservés pour abriter le nouveau projet de production d'accessoires de GPL pour véhicules. Il a également fait part de contrats qui seront passés avec les producteurs de véhicules locaux pour l'installation de ces accessoires avant la remise des véhicules aux clients. Le projet de modernisation des moyens de production de cette usine, doté d'une enveloppe de 750 millions DA et



lancé en 2011 après son rattachement à Naftal, a permis d'augmenter la production de bonbonnes du gaz butane et de gaz propane liquéfié pour véhicules, de bacs de propane et de matériels de lutte contre les feux, de 2,396 millions unités en 2017 à 2,826 millions en 2018. Une production importante est attendue cette année pour atteindre 3,816 millions d'unités puis 4,850 millions en 2020 et un maximum de 6,770 millions en 2023.

A. B.

Pétrole

Le Brent à plus de 67 dollars à Londres

Les prix du pétrole divergeaient hier en cours d'échanges européens, soutenus par l'optimisme qui règne sur tous les marchés avec les avancées des négociations sino-américaines mais déstabilisés par l'offre américaine, qui atteint des niveaux records. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 67,05 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 7 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 13 cents à 57,39 dollars. Les cours du pétrole restaient donc proches de leurs plus hauts en trois mois atteints vendredi, à 67,73 dollars pour le Brent et à 57,81 dollars pour le WTI. «Les prix en hausse (par rapport

au début de l'année) car les marchés observent les sanctions sévères des Etats-Unis contre le Venezuela, les efforts de l'Opep pour réduire l'offre mondiale, et la possibilité d'une fin au conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis», a énuméré Benjamin Lu, analyste. La tension monte en effet entre Washington et Caracas. L'opposant vénézuélien Juan Guaido se réunit hier à Bogota avec ses alliés du Groupe de Lima, ainsi que le vice-président des Etats-Unis Mike Pence, afin de définir des mesures pour contraindre Nicolas Maduro à quitter le pouvoir. Les Etats-Unis ont déjà imposé des sanctions contre la compagnie pétrolière nationale PDVSA qui empêchent le brut vénézuélien d'être exporté vers les raffineries du golfe du Mexique. A l'inverse, une possible escalade des sanc-

tions américaines contre la Chine semble avoir été évitée. A cinq jours de la date butoir, Donald Trump a levé son ultimatum sur le commerce chinois après des «progrès» dans la négociation, relançant l'espoir d'un sommet avec le président chinois pour sceller un éventuel accord. Alors que les Etats-Unis sont le premier producteur et premier consommateur mondial, et que la Chine est le premier importateur mondial, ces avancées avaient tout pour galvaniser le marché du brut. Mais de nombreux analystes appelaient à la prudence, alors que la production hebdomadaire des Etats-Unis a atteint un niveau record, à 12 millions de barils par jour, selon les données publiées par l'Agence américaine de l'Energie (EIA) jeudi.

T. Y./APS

Chine

Les Européens critiquent la loi sur l'investissement étranger

La Chambre de commerce européenne en Chine a critiqué hier le projet de loi en préparation à Pékin sur l'investissement étranger, dénonçant un texte rédigé à la va-vite pour arracher un accord commercial avec les Etats-Unis. «Nous sommes inquiets de voir que le projet de loi sur l'investissement étranger est coincé entre la procédure législative normale et les négociations avec les Etats-Unis, en partie en réponse au conflit commercial», déclare le président de la Chambre de commerce européenne en Chine, Mats Harborn, dans un communiqué. Le projet de loi, soumis en première lecture au parlement le 23 décembre, devrait être voté début mars lors de la session plénière annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), laissant très peu de temps au public pour déposer

des commentaires. «Cela fait craindre que les commentaires des entreprises étrangères ne seront pas pris en considération», critique la Chambre, estimant que cela soulève la question «des progrès de la Chine en matière de respect de l'Etat de droit». Les entreprises européennes reprochent au texte de maintenir «une distinction juridique» entre sociétés chinoises et étrangères au lieu d'établir «un traitement égal» en toutes circonstances. La formulation vague de nombreux articles ouvre la porte à «une application discrétionnaire de la loi», s'inquiète la Chambre. Si elle se félicite que la loi vise à interdire les transferts de technologie imposés aux entreprises étrangères, la Chambre remarque que le texte ne vise que les administrations ayant recours à des moyens administratifs pour ce

faire. Cela n'empêcherait pas une société privée d'imposer un transfert de technologie à son partenaire étranger, s'alarme la Chambre. Les transferts de technologie imposés aux entreprises américaines sont l'une des cibles du président Donald Trump, qui a engagé une guerre commerciale contre la Chine à coups de hausses de droits de douane. M. Trump a toutefois annoncé dimanche des «progrès» dans les négociations avec Pékin et renoncé à taxer encore les produits chinois à la date prévue du 1er mars, juste avant la session parlementaire.

Pékin enregistre une hausse de son volume commercial en janvier

La ville de Pékin a enregistré un volume commercial de 239,7 milliards de yuans (35,6 milliards

de dollars) en janvier, en hausse de 10,8% en glissement annuel et de 4,4% en base mensuelle, ont indiqué les douanes. Selon les statistiques, les importations de Pékin ont atteint 197,1 milliards de yuans, en hausse de 10% par rapport au même mois de l'année dernière, tandis que les exportations se sont établies à 42,6 milliards de yuans, soit une hausse de 14,7% sur un an, mais une baisse de 9,8% par rapport à décembre. Les exportations d'essence, de téléphones portables et de produits en acier ont augmenté rapidement, tandis que ses importations de gaz naturel, de produits agricoles et de médicaments ont enregistré une hausse considérable. La Chine a enregistré une hausse de 8,7% de son commerce extérieur en janvier.

F. O./Agences

Changes Le dollar recule face à l'euro

LE DOLLAR reculait hier face à l'euro, et dans une plus ample mesure face au yuan, alors que le billet vert, valeur refuge, était moins prisé des investisseurs après des avancées dans les négociations sino-américaines. Dans la matinée, la monnaie unique s'échangeait à 1,1349 dollar contre 1,1335 dollar vendredi soir. Le yuan s'échangeait à 6,6873 yuans pour un dollar, après avoir atteint en cours d'échanges asiatiques 6,6727 yuans, son niveau le plus fort depuis sept mois, contre 6,7137 yuans pour un dollar dans l'après-midi de vendredi. A cinq jours de la date butoir, Donald Trump a levé son ultimatum sur le commerce chinois après des «progrès» dans la négociation, relançant l'espoir d'un sommet avec le président chinois pour sceller un éventuel accord. A l'inverse, le dollar, considéré comme une valeur refuge par les investisseurs, reculait. La livre britannique, de son côté, restait en légère hausse face au dollar et à l'euro. Dans la matinée, le dollar restait stable face au yen, à 110,69 yens pour un dollar, au même niveau que vendredi soir. L'euro s'appréciait à 125,62 yens pour un euro contre 125,47 vendredi soir. La livre s'échangeait à 86,76 pence pour un euro contre 86,81 pence vendredi soir et à 1,3081 dollar pour une livre au lieu de 1,3053 dollar vendredi soir. La devise suisse était stable face à l'euro, à 1,1343 franc suisse pour un euro, contre 1,1338 vendredi soir et gagnait un peu de terrain face au dollar, à 0,9994 franc suisse pour un dollar contre 1,0004 franc suisse vendredi. L'once d'or valait 1 329,65 dollars contre 1 328,25 vendredi.

R. E.

Ain Defla

400 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

■ Au total, 400 foyers relevant de deux communes de Ain Defla ont été raccordés au réseau de gaz naturel à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Par Anissa H.

L'opération de raccordement au réseau de gaz naturel a concerné 100 foyers de la cité Kouadri-Belkacem de Ain Defla ainsi que 300 foyers du douar Mghrasa relevant de la commune de Mekahtria. La cérémonie de mise en gaz a été organisée en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya, à leur tête, le wali, Aziz Benyoucef. Une enveloppe financière de 69,76 millions de dinars a été mobilisée pour le raccordement des foyers en question sur un réseau s'étendant sur 37,5 km, selon les explications fournies par le directeur de l'antenne locale de la Société de Distribution de gaz de l'Ouest (SDO), Slimane Kalakhi. Intervenant à l'occasion, le wali de Ain Defla a indiqué que cette opération s'inscrit dans le

cadre d'un plan global qui s'étale de 2017 à 2019 et vise le raccordement en cette énergie de plus de 25 000 foyers à l'échelle de la wilaya. Azziz Benyoucef a indiqué que neuf communes seront raccordées au réseau de gaz naturel durant l'année en cours, signalant qu'à la faveur de ces opérations, la couverture en gaz naturel de la wilaya atteindra les 70 %, soit plus que la moyenne nationale. Outre l'amélioration des conditions de vie des citoyens, le raccordement au réseau de gaz naturel contribuera à booster l'investissement dans la wilaya, a-t-il soutenu. Le directeur de l'administration locale (DAL), Hachemi Mokhtar, a signalé que 942 branchements ont été réalisés depuis 2016 dans la ville de Ain Defla en vue de pallier le déficit en gaz naturel. Pour les bénéficiaires, le raccordement au réseau de gaz naturel



«chamboulera» leur quotidien de «manière radicale», assurant qu'ils vivaient «le calvaire au quotidien» pour se procurer une bonne dose de gaz. Auparavant, les autorités civiles et militaires s'étaient rendues à la place des martyrs de Ain Defla où une gerbe de fleurs a été déposée et la Fatiha du Livre saint récitée.

Une cérémonie a été organisée à l'antenne locale de l'UGTA en l'honneur d'un certain nombre de travailleurs retraités. Intervenant à l'occasion, le responsable de l'antenne locale de l'UGTA, Abdelkader Djellab, a félicité les travailleurs pour les nombreux acquis dont ils tirent profit, soulignant que le serment donné aux

martyrs exigent de leur part sacrifices et surpassement. «La mobilisation de tous est plus que nécessaire dans le but de contre-carrer les desseins des ennemis de l'Algérie», a-t-il dit.

A. H. /APS

Oran

Plus de 10 000 visiteurs et 285 participants au Salon «SIAHA 2019»

La 10^e édition du Salon international du tourisme, des voyages, des transports «Siaha» et du Salon international des équipements et services pour hôtels et restauration, clôturée, a été «une réussite totale», a indiqué Noureddine Daoudi, directeur de «ASTRA communication», partie organisatrice de cette manifestation. Le salon qui a vu la participation de 285 exposants a été «une réussite totale» et a vu de nombreuses surprises

pour les visiteurs (plus de 10 000) pour ce qui est du tourisme local, a souligné ce responsable, précisant que des réductions ont été accordées aux citoyens désireux passer des vacances au niveau des complexes touristiques du secteur public à travers le pays, à l'image du complexe «Les Andalouses» (Oran). La Compagnie nationale «Air Algérie», présente au Salon «SIAHA 2019», a consenti une réduction de 55% sur ses tarifs

vers l'international, a relevé M. Daoudi. Placé sous le slogan «L'Algérie, une destination touristique par excellence», cette 10^e édition a permis à de nombreux exposants nationaux et étrangers de mettre en valeur leurs produits innovants, comme l'aménagement et l'équipement des hôtels et les meilleures offres touristiques, a indiqué le même responsable, notant que la destination Oran «est de plus en plus prise» et que les agences de

tourisme et de voyages mettent en place des programmes pour la promotion de cette destination. D'autres sociétés et groupes spécialisés dans la conception, la réalisation et l'équipement de parcs de loisirs étaient également présents à cette édition marquée par des conférences, des shows et un concours culinaire. Pas moins de 285 exposants nationaux et de 15 pays étrangers ont pris part à cet événement, organisé au

Centre des conventions d'Oran (CCO) «Ahmed Benahmed» sous le thème «L'Algérie, une destination touristique par excellence, Oran nouveau pôle d'investissement touristique et hôtelier», sachant qu'Oran a été choisie pour accueillir les Jeux méditerranéens en 2021, un événement sportif et touristique international. Le Salon a vu la participation notable, entre autres, de la Tunisie, présente avec plus de dix exposants et une présence remarquable de chaînes internationales du management hôtelier. Des représentants d'offices de tourisme, agences de voyages, hôtels, centres de remise en forme, stations balnéaires, centres de thalassothérapie, instituts et écoles de formation, campings, musées, parcs, Compagnies aériennes, maritimes et ferroviaires ainsi que des groupes investisseurs dans le secteur, étaient présents au salon «SIAHA 2019».

F. Y.

Bordj Bou Arreridj

Signature de trois conventions de partenariat pour promouvoir l'emploi

Trois conventions de partenariat viennent d'être signées à Bordj Bou Arreridj entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et d'autres établissements, en vue de promouvoir les opportunités d'emploi dans cette wilaya, a indiqué le directeur local du secteur, Mohamed Helassi. Il s'agit en l'occurrence des conventions de partenariat signées avec la conservation des forêts, la direction de l'emploi et la direction des services agricoles, a fait savoir la même source en marge de la rentrée de la 2^e session de la formation professionnelle 2019. Au terme des conventions signées au siège de l'institut national spécialisé de la formation professionnelle «Othman Belazoug» de Bordj Bou Arreridj, les diplômés du secteur vont pouvoir accéder aux emplois agricoles relevant du domaine de la conservation du patrimoine forestier. Celles-ci prévoient également que la priorité leur soit

accordée en matière de création de petites et moyennes entreprises dans le secteur agricoles et celui de la conservation des forêts, selon la même source. Le wali de Bordj de Bou Arreridj, M. Benamor Bekouche qui a présidé le coup d'envoi de cette deuxième session de la formation, a affirmé que ces conventions nouvellement signées vont permettre d'impulser le dévelop-

pement local et de promouvoir l'esprit entrepreneurial dans une région à forte vocation agricole. Il est à noter que plus de 2200 nouveaux apprenants se sont inscrits dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj à cette deuxième session de la Formation professionnelle qui a également vu l'intégration de nouvelles spécialités répondant aux besoins du marché de l'emploi dans le

domaine de l'agriculture et au bâtiment et travaux publics, selon les responsables du secteur. La wilaya de Bordj Bou Arreridj dispose actuellement de 17 centres de formation professionnelle, deux instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle et de 10 écoles privées agréées.

A. T. /agences

Cnac-Sétif

Plus de 160 projets d'investissement financés en 2018

Pas moins de 164 projets d'investissement ont été financés par la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) dans la wilaya de Sétif au cours de l'année 2018, a-t-on appris du directeur régional de cette caisse et chargé de la gestion de l'antenne de Sétif, Ibrahim Meziane Cherif. L'antenne locale de la Cnac a financé 164 projets d'investissement durant l'année 2018 pour un montant total de 868 millions de dinars ce qui a permis de générer 426 postes d'emploi, selon la même source. Avec 102 dossiers avalisés

durant cette période, le secteur agricole se taille la part du lion des projets financés par le biais de dispositif, suivi du secteur de l'industrie avec 22 projets, l'artisanat 16 projets et pour finir les services avec 15 projets. Concernant la formation des jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat, la Cnac-Sétif a organisé en 2018 pas moins de 8 sessions de formation au profit de 110 demandeurs d'emplois diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Dans ce même contexte, 10 autres sessions de forma-

tion sur la création et la gestion de PME ont été organisées durant cette même période au bénéfice de 184 jeunes porteurs de projets, selon la même responsable. Meziane Cherif a révélé que le taux de recouvrement des créances a atteint 67% en 2018, ce qui va permettre, selon lui, de nouveaux projets dans les années à venir. Il est à noter que l'âge limite pour bénéficier des facilitations et avantages accordés par le dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) est passé de 50 à 55 ans.

R. R.

Sahara occidental

La visite de la délégation du Congrès américain, un encouragement aux peuples pour recouvrer la liberté

■ Le président du Comité des forces armées du Sénat des Etats-Unis d'Amérique, James Inhofe, a indiqué dimanche au camp Chahid El-Hafedh des réfugiés sahraouis, que la visite dans la région d'une importante délégation américaine «constitue un encouragement aux peuples comme celui du Sahara occidental de recouvrer la liberté».

Par Adel H.

S exprimant devant la presse, à l'issue d'un entretien avec le président sahraoui, Brahim Ghali, au siège de la présidence sahraouie, M. Inhofe a signalé que «la visite d'une importante délégation américaine entre dans le cadre de l'encouragement de ces peuples au recouvrement de la liberté attendue depuis des années».

«Nous sommes ici avec l'engagement de le soutenir (...) et je suis accompagné d'une délégation du Congrès et du Sénat américains», a indiqué M. Inhofe, tout en assurant «l'engagement aussi du président américain Donald Trump à l'égard de la liberté de ce peuple (ndlr : sahraoui) qu'il recouvrera indubitablement».

«Cette visite est liée à la question des négociations et de la poursuite des efforts en ce sens», a ajouté le responsable américain, souhaitant que la rencontre de mars prochain entre les deux parties en conflit «soit fructueuse et que cette visite ait un écho favorable lors des négociations».

James Inhofe a ajouté que «nous avons ici six parlementaires élus par le peuple américain qui affirment leur engagement à soutenir cette aspiration (ndlr : sahraouie) à la liberté».

Il a révélé, par ailleurs, avoir «eu l'occasion il y a quelques années de rencontrer le défunt président sahraoui Mohamed Abdelaziz et, qu'aujourd'hui, s'offre une nouvelle opportunité de connaître de près le peuple sahraoui», avant de rappeler que «les Etats-Unis d'Amérique ont connu depuis quelques siècles des étapes très difficiles, similaires à celles que vit le peuple sahraoui depuis plusieurs

années».

La délégation américaine est composée de 17 personnalités dont six élus, à leur tête le président du Comité des forces armées du Sénat des Etats-Unis, et le président de la commission des Finances, Enzi Michael Bradley.

Le président Ghali salue le rôle de la femme dans la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a salué «le rôle et les sacrifices consentis par la femme sahraouie dans la lutte du peuple sahraoui pour la liberté, la dignité et l'indépendance», affirmant que «la contribution de la femme sahraouie ne se limite pas à la lutte pour la libération, mais porte aussi sur le processus d'édification des institutions de l'Etat sahraoui».

Dans un discours prononcé à l'ouverture des travaux du 8^e congrès de l'Union nationale des femmes sahraouies (UNFS), ayant débuté ses travaux samedi, dans le camp d'Assouerd de réfugiés sahraouis, Brahim Ghali a rendu hommage aux femmes sahraouies qui s'étaient pleinement impliquées, a-t-il souligné, dans la lutte du peuple sahraoui contre l'occupation marocaine dès le déclenchement de la révolution.

Remontant dans l'histoire de la lutte armée, le président Ghali a évoqué les femmes sahraouies qui avaient participé à des manifestations historiques contre l'occupation, comme ce fut le cas lors du soulèvement historique de Zmala en 1970 et leur participation à des manifestations massives lors de la mission d'enquête de l'ONU en

1975.

S'exprimant devant de nombreuses délégations étrangères présentes à ce congrès qui porte le nom de la Chahida Sidoume Mokhtar Ahmed, le président sahraoui a assuré que le Front Polisario et le gouvernement de la RASD avaient toujours cru en les capacités «illimitées» des femmes sahraouies, leur permettant de participer aux différents domaines de lutte avec leurs frères sahraouis, que ce soit dans les prisons, les camps de détention et les prisons secrètes marocaines.

«Les femmes sahraouies avaient contribué à la construction institutionnelle de l'Etat sahraoui dans les secteurs les plus vitaux, tels que l'éducation, la santé, l'administration et dans d'autres domaines, malgré les dures conditions et la brutale de l'invasion militaire marocaine et ses campagnes d'assassinats, d'asile et de déplacements forcés des militants sahraouis», a-t-il rappelé.

Dans ce contexte, il a évoqué la date sombre dans l'histoire du peuple sahraoui et de l'humanité, celle du 18 février 1976, qui avait vu, a-t-il mentionné, «un déferlement de bombes au napalm et au phosphore blanc, interdites sur le plan international, dans des raids d'avions des forces d'occupations marocaines sur les têtes de centaines de femmes, d'enfants et de personnes âgées sahraouis non armés dans la région de Oum Dreiga». «Les femmes sahraouies assument aujourd'hui de nombreux postes de direction et de responsabilité au sein du Front Polisario et des institutions de l'Etat sahraoui, qu'elles soient exécutives, législatives, judiciaires, politiques, militaires, économiques ou sociales. Tout cela a démontré leur capacité, leur efficacité et leur patriotisme», a



relevé, en outre, le président Ghali.

Le Front Polisario déterminé à renforcer le statut des femmes sahraouies

S'adressant aux délégations de femmes sahraouies venant des territoires sahraouis occupés, du sud du Maroc et de différentes universités, M. Ghali a affirmé que leur participation parmi les congressistes constitue aussi un «message de défi, de détermination et de courage, qui reflète l'attitude des femmes sahraouies dans tous les lieux de leur présence, rejetant la réalité de l'occupation marocaine et défendant la souveraineté de l'Etat sahraoui sur son territoire national». A la veille de la commémoration du 43^e anniversaire de la création de l'Etat sahraoui, il a réaffirmé la détermination du Front Polisario d'approfondir et de renforcer le statut des femmes sahraouies, les invitant «à continuer et à renforcer leur rôle vital dans la création d'une dynamique de changement positif et du développement néces-

saire dans la région».

Le président de la RASD a indiqué, à l'occasion, que le 8^e congrès de l'UNFS intervient dans un moment particulier dans la lutte du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination, marqué, a-t-il affirmé, par cet «intérêt international croissant pour le conflit entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc».

Saluant les efforts menés par l'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, M. Ghali a réitéré «la volonté sincère du Front Polisario de coopérer pour mener à bien la décolonisation de la dernière colonie en Afrique, en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance».

Il s'est félicité, également, de la position de principe adoptée par l'Union africaine pour la question sahraouie la considérant comme «une question qui relève de la responsabilité africaine» et pour laquelle il a été convenu de lui accorder la priorité, notamment à travers la création d'une troïka au niveau des présidents.

Le président sahraoui a appelé, dans ce sillage, l'Union européenne (UE) à protéger les idéaux et les principes sur lesquels elle avait été fondée et à annuler tout accord avec le Royaume du Maroc, incluant les territoires du Sahara occidental occupé.

«Agir de la sorte, c'est impliquer de manière directe et irresponsable les citoyens européens dans des actes de pillage flagrant, contrairement aux exigences du droit international, du droit international humanitaire et du droit européen, et plus particulièrement des décisions de la Cour de justice des Communautés européennes», a-t-il dénoncé.

R. M.

A. H./APS

Rencontre entre Djellab et le président de la Chambre de commerce mauritanienne - Le développement des échanges commerciaux au centre des entretiens

Le ministre du Commerce, Said Djellab, a reçu, dimanche à Alger, le président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie, Ahmed Baba Ould Eleye, accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires et en présence de l'ambassadeur mauritanien à Alger, Boullah Ould Mogueya.

Les deux parties ont examiné les moyens de développer les échanges commerciaux entre les deux pays, indique un communiqué du ministère du Commerce.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite de M. Baba Ould Eleye en Algérie, du 23 au 26 février en cours, précise la même source. Elle intervient également «à l'issue du succès» de la foire des produits

algériens abritée par la capitale mauritanienne Nouakchott en octobre dernier ainsi que dans le cadre du renforcement des consultations qu'entreprennent les opérateurs économiques des deux pays à l'effet de trouver de nouvelles perspectives pour la commercialisation des produits algériens vers la Mauritanie et les marchés voisins, et ce, à travers la poursuite de la coordination entre toutes les instances pour la mise en place des voies et moyens de renforcer le partenariat commercial entre les deux pays.

Les opérateurs économiques des deux pays visent à atteindre d'autres partenariats, outre les conventions signées auparavant, lesquelles ont permis le passage de plusieurs caravanes de produits algériens

durant le mois passé via le poste frontalier terrestre à Tindouf avec encadrement du ministère du Commerce, ajoute le communiqué. La visite d'une délégation des opérateurs mauritaniens ayant participé dimanche à Alger au Forum d'affaires Algérie-Mauritanie s'inscrit dans le cadre de l'intensification des visites en vue de tirer profit de l'expérience algérienne dans différents domaines, d'autant que «le consommateur mauritanien est satisfait de la bonne qualité des produits algériens».

Une visite similaire d'hommes d'affaires algériens en Mauritanie est prévue durant les prochains jours pour la concrétisation des projets de partenariat aussi bien dans le secteur public que privé.



Vietnam

Trump et Kim face à des questions pour l'heure sans réponse

■ Le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un se retrouvent cette semaine à Hanoï, avec pour perspective de donner de la substance à la déclaration vague sortie de leur rendez-vous historique à Singapour en juin.

Ce tête-à-tête, le premier entre dirigeants des États-Unis et de la Corée du Nord, fut empreint d'ambiguïtés que le sommet de Hanoï mercredi et jeudi devra contribuer à lever. En juin, M. Kim s'était engagé à «travailler vers la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne». Mais depuis lors, le manque de progrès fait dire aux esprits chagrins que les deux dirigeants ne recherchaient que les gros titres et des gains à court terme. Stephen Biegun, l'émissaire des États-Unis pour la Corée du Nord, a récemment reconnu que Pyongyang et Washington ne s'étaient «pas accordés sur la signification» de la dénucléarisation. Les États-Unis ont maintes fois réclamé que Pyongyang se débarrasse de son arsenal nucléaire de manière complète, vérifiable et irréversible. Pour le Nord, la dénucléarisation a un sens plus large. Il veut la levée des sanctions internationales qui l'étranglent et la fin de ce qu'il perçoit comme les menaces américaines contre lui, à savoir la présence militaire en Corée du Sud et

dans la région en général. «L'ambiguïté et le manque de clarté autour de la dénucléarisation ne font qu'exacerber le scepticisme sur les engagements des États-Unis comme de la Corée du Nord», écrit Shin Gi-wook, directeur du Programme Corée de l'Université de Stanford. Le président américain a manié la carotte et le bâton, louant le potentiel économique du Nord tout en soulignant que des sanctions resteraient en place tant que Pyongyang n'aura pas fait de geste «significatif». Et dimanche soir à la Maison blanche, il a insisté sur le maintien en l'état des sanctions, semblant tempérer les espoirs de percée à Hanoï. «Les sanctions sont en place. Tout est en place. Mais nous avons une bonne impression et je pense que cela peut donner quelque chose de très bon. Peut-être pas», a-t-il dit. «Je ne veux presser personne. Je ne veux tout simplement plus d'essais. Tant qu'il n'y a pas d'essais, nous sommes contents», a-t-il ajouté. La Corée du Nord martèle qu'elle a déjà fait des gestes, en s'abstenant depuis plus d'un an de tout tir de

missile balistique et d'essai nucléaire et en faisant sauter les accès à son site d'essais nucléaires. Mais parallèlement, elle souligne qu'elle a fini de développer son arsenal et qu'elle n'a plus besoin de telles infrastructures. Les autorités nord-coréennes mettent en avant une exigence clé soulevée par M. Kim dans son discours du Nouvel An, à savoir que Washington doit réagir avec des «actions pratiques correspondantes», soulignent des diplomates à Pyongyang. Les deux parties devront faire «au moins un pas en avant sur la dénucléarisation», juge Harry Kazianis, du groupe de réflexion conservateur Center for the National Interest. «Rien ne serait pire pour chacun que de sortir de la réunion en ayant perdu son temps». En attendant, les hauts responsables des deux camps multiplient les préparatifs. M. Biegun et son homologue nord-coréen Kim Hyok Chol devraient peaufiner une déclaration commune jusqu'en début de matinée mercredi. A Washington, certains privilégient la sécurité des ressortissants américains. Ce qui a fait naître des spéculations sur le fait que Donald Trump serait prêt à accepter une Corée du Nord dotée de la bombe atomique si elle renonçait à ses missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) capables d'atteindre le territoire continental des États-Unis. Un tel cas de figure signifierait que la Corée du Sud et le Japon, deux alliés des États-Unis, seraient toujours à la merci de l'arsenal nord-coréen. Il s'agirait du «pire scénario», selon le «Korea Herald». M. Trump, qui avait affirmé après Singapour que la menace



PH. D. R.

nucléaire nord-coréenne était terminée, rêve à voix haute du Nobel de la paix. «M. Trump va certainement se focaliser plus sur un fil narratif selon lequel il a obtenu la paix plutôt que pousser M. Kim à la dénucléarisation», prédit Scott Seaman, analyste chez Eurasia Group. Pour Kim Jong-hyun, de l'Université Dongguk, le meilleur scénario serait que les deux dirigeants se mettent d'accord sur une feuille de route pour la dénucléarisation. Le Nord pourrait accepter de prendre des mesures «visibles, symboliques», comme la fermeture du complexe nucléaire de Yongbyon ou le démantèlement des ICBM, dit le spécialiste. Washington pourrait promettre des garanties de sécurité sous la forme d'une déclaration officielle sur la fin de la guerre de Corée (1950-53) qui s'est achevée sur un armistice, ou l'ouverture de bureaux de liaison.

Cela constituerait le début d'une normalisation des relations, commente Go Myong-hyun, de l'Institut Asan des études politiques. Une «mesure politique symbolique» qui remplacerait un allègement prématuré des sanctions. «Les espoirs précédents selon lesquels on est à un tournant sont probablement déplacés», dit-il à l'AFP. Le caractère imprévisible de M. Trump pourrait également jouer, jugent certains analystes, pour qui le sommet est un moyen bienvenu de détourner l'attention de ses soucis internes, en particulier les accusations d'ingérence russe dans la campagne de 2016. Soo Kim, ancien analyste de la CIA, dit à l'AFP : «M. Trump pourrait impulsivement faire des concessions importantes à Kim par pur intérêt personnel».

Rosa C.



Points chauds

Emprise

Par Fouzia Mahmoudi

Si les Américains depuis l'arrivée de Trump à la Maison Blanche ont vu certains de leurs alliés refroidir leur collaboration, d'autres maintiennent toujours la même fidèle amitié pour Washington. En effet, le Premier ministre conservateur japonais s'est montré inflexible hier, réaffirmant la nécessité de construire une nouvelle base militaire américaine dans la région subtropicale d'Okinawa, un projet pourtant massivement rejeté dimanche par les électeurs de la région concernée. «Cela fait 20 ans que le Japon et les États-Unis se sont mis d'accord sur un transfert de la base du corps des Marines de Futenma depuis Ginowan, zone densément peuplée d'Okinawa où elle se trouve, vers un site isolé sur le littoral, en partie gagné sur la mer», a déclaré Shinzo Abe. «Nous ne pouvons pas le retarder encore». Le gouverneur d'Okinawa, Denny Tamaki, farouchement opposé à ce projet, avait décidé d'organiser un référendum pour tenter de faire entendre la voix des nombreux habitants défavorables à la présence militaire américaine. Environ 72% des votants se sont exprimés contre les travaux de remblais pour bâtir le nouveau site, tandis que 19% se sont prononcés pour, une victoire pour Tamaki même si cette consultation n'a pas de valeur légale. «Nous dialoguons depuis de nombreuses années avec les habitants de la préfecture, et nous allons poursuivre ce dialogue pour tenter de les convaincre», a réagi Abe. «Nous allons continuer à faire tout notre possible pour réduire le fardeau d'Okinawa». Occupé par les Américains après la Deuxième Guerre mondiale et rétrocedé aux Japonais en 1972, l'archipel d'Okinawa, situé à plus de 1 500 km au sud-ouest de Tokyo, totalise moins de 1% de la superficie totale du Japon mais héberge plus de la moitié des quelque 47 000 militaires américains stationnés dans le pays. Pour Washington, ce territoire proche de Taïwan a une très grande importance stratégique en Asie. Afin d'apaiser les tensions, les gouvernements japonais et américain ont décidé en 1996 que Futenma serait déplacée vers la région littorale moins peuplée de Henoko. Mais les habitants s'y opposent depuis et réclament la disparition pure et simple de cette base du territoire. Ils se plaignent de problèmes allant du bruit à des accidents ou crimes impliquant des occupants de la base. Mais le Premier ministre semble bien décidé à honorer le marché passé avec les Américains et à permettre aux militaires d'avoir une nouvelle base dans l'archipel japonais, malgré les critiques de ceux qui ne supportent plus cette emprise de Washington sur leur pays, jusque sur leur propre sol.

F. M.

Venezuela

A la frontière, ses partisans appellent Guaido à résister

Malgré les coups et les blessures, les partisans de l'opposant vénézuélien Juan Guaido massés à la frontière de la Colombie dimanche l'appellent à résister : «Cette aide, on en a besoin», plaident-ils. «Vraiment, il nous faut des vivres, des médicaments, on a besoin de tout. J'espère qu'on va continuer à faire pression pour que les militaires comprennent. Eux aussi ils ont une famille», s'indigne José López sur la route qui conduit au pont reliant Urena, au Venezuela, à Cúcuta en Colombie. Le pont Francisco de Paula Santander a été la veille le théâtre de violents incidents quand la garde nationale bolivarienne (GNB) a repoussé la foule à coups de lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Les gens étaient venus exiger le passage de l'aide humanitaire promise par Guaido et ses alliés américains, notamment, pour pallier les graves pénuries qui, avec l'hyperinflation, compliquent gra-

vement le quotidien des Vénézuéliens. Mais le régime du président socialiste Nicolas Maduro dénonce une tentative déguisée d'intervention militaire américaine. Au total, près de 300 personnes ont été blessées et trois tuées depuis vendredi à la frontière avec le Brésil. José, 28 ans, a été touché à l'épaule et ne trouve ni anti-inflammatoire ni antalgique pour se soigner. La Haute Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a condamné dimanche «le recours excessif à la force contre des manifestants désarmés». De leur côté, les autorités crient victoire pour avoir réussi à bloquer les convois : «Pas une seule camionnette n'est passée !», s'est réjoui le président de l'Assemblée constituante, Diosdado Cabello. Dimanche, José s'est joint aux petits groupes qui tentaient encore de harceler les forces de l'ordre dans les rues d'Urena. En face,

des escarmouches ont éclaté aussi à Cúcuta. Mais face aux lacrymogènes et aux balles en plastique des forces armées, tous se sont dispersés rapidement. Les manifestants redoutent plus que tout les «colectivos», ces miliciens en civil envoyés par le pouvoir. «Je demande (à Guaido) de faire preuve de fermeté parce que nous, on fait tout ce qu'on peut», confie à l'AFP Jeffrey Vicuña, 20 ans. «Nous on proteste et que fait Maduro ? Il envoie les militaires et les "colectivos", remarque Lennys Ramirez, une femme de 27 ans. Après l'échec de son opération humanitaire, Guaido a appelé samedi la communauté internationale à garder «toutes les cartes sur la table» dans la crise vénézuélienne. Le président américain Donald Trump, qui fut le premier à reconnaître la présidence par intérim de Juan Guaido, a fait savoir qu'il étudiait «toutes les options», y compris militaires.



Cinéma/Oscars 2019

«Roma» et «Green Book» dominant le palmarès

■ «Bohemian Rhapsody» a obtenu quatre statuettes, dont celle du meilleur acteur pour Rami Malek. Olivia Colman a été sacrée meilleure actrice et Spike Lee a reçu le prix du meilleur scénario adapté.

Par Adéla S.

Green Book, l'histoire vraie d'un pianiste noir en tournée dans le Sud ségrégationniste des Etats-Unis, a remporté, dimanche 24 février au soir, l'Oscar du meilleur film face à *Bohemian Rhapsody*, *Vice*, *BlackKkKlansman*, *Black Panther*, *La Favorite* et *A Star Is Born*.

«Tout le film tourne autour de l'amour, du fait de nous aimer les uns les autres malgré nos différences», a déclaré son réalisateur Peter Farrelly en recevant la récompense suprême. Le film a aussi été récompensé pour le scénario original. Et un troisième prix assoit son triomphe : celui du meilleur second rôle masculin décerné à Mahershala Ali.

Sérieux prétendant au titre, Alfonso Cuarón a décroché l'Oscar du meilleur film en langue étrangère pour son ode au Mexico des années 1970, *Roma*, qui lui vaut aussi le prix du meilleur réalisateur et de la photographie. Succédant à un autre réalisateur mexicain, Guillermo del Toro, qui avait emporté l'Oscar du meilleur réalisateur en 2018 avec *La forme de l'eau*, Alfonso Cuarón avait déjà reçu la statuette du meilleur réalisateur pour *Gravity*, en 2014, ainsi que celle du meilleur montage.

Rami Malek et Olivia Colman meilleurs acteurs

L'Oscar du meilleur acteur a été décerné à Rami Malek pour son interprétation du légendaire Freddie Mercury, le leader du groupe Queen, dans *Bohemian Rhapsody*. «Je n'étais peut-être pas le choix le plus évident mais j'imagine que ça a marché», a lancé avec humour celui qui avait déjà été sacré lors des Golden Globes. Ce film a également reçu trois autres statuettes techniques : pour le montage, le montage son et le mixage son.

La plus grosse surprise est

venue au moment de décerner l'Oscar de la meilleure actrice : donnée grande favorite pour *The Wife*, l'actrice Glenn Close en est sortie grande perdante : sept fois sélectionnée et sept fois déçue. Elle n'a pas su s'attirer les faveurs de l'Académie des arts et sciences du cinéma, dont les membres lui ont préféré Olivia Colman, la reine Anne dans la comédie historique sombre et loufoque *La Favorite*, du réalisateur grec Yorgos Lanthimos.

«C'est honnêtement assez stressant. C'est drôle. J'ai un Oscar», a lancé Olivia Colman, qui a profité de son discours de remerciement pour rendre hommage à une de ses concurrentes: «Glenn Close, tu as été mon idole pendant si longtemps. Je ne voulais pas que ça se passe ainsi».

Le discours engagé de Spike Lee

Le réalisateur Spike Lee est revenu sur l'histoire de sa famille, sur l'esclavage et a appelé à la mobilisation pour 2020. Ce fut aussi une première pour le réalisateur américain Spike Lee, qui a reçu le prix de la meilleure adaptation pour *BlackKkKlansman*, adapté du roman *Black Klansman* de Ron Stallworth, dans lequel il raconte comment, policier noir, il a infiltré une cellule du Ku Klux Klan à la fin des années 1970.

Cinéaste phare de la cause noire, le metteur en scène a commencé son discours en rappelant que 2019 signe le 400^e anniversaire de l'arrivée du premier contingent d'esclaves noirs aux Etats-Unis. Il a aussi évoqué son arrière-grand-mère, esclave elle-même, et sa grand-mère qui a économisé toute sa vie pour lui payer des études de cinéma.

Dans un costume pourpre, hommage au chanteur Prince, il a ensuite évoqué le scrutin présidentiel de 2020. «Mobilisons-nous, soyons du bon côté de l'histoire», a exhorté celui qui a



manifesté à plusieurs reprises son hostilité vis-à-vis de Donald Trump. «Faites le choix de l'amour contre la haine. Faisons le bon choix ! [Do the right thing]». Cette dernière phrase était un pied de nez, référence à son film *Do The Right Thing*, sorti en 1989.

Et Spike Lee contribue à un record : jamais autant d'Afro-Américains n'avaient été récompensés lors d'une cérémonie des Oscars. Outre le prix de Mahershala Ali, Regina King a remporté le prix du meilleur second rôle féminin pour son

interprétation dans *Si Beale Street pouvait parler*.

Meilleure chanson pour Lady Gaga

Très émue, Lady Gaga, vedette du film *A Star Is Born*, a remporté l'Oscar de la meilleure chanson originale pour la ballade musicale *Shallow*. La popstar a reçu le précieux trophée peu de temps après avoir chanté, en duo, cette chanson du film devenue un véritable tube, avec Bradley Cooper, acteur et réalisateur du film. «Il n'y a pas une

seule personne sur la planète, hormis toi, qui aurait pu chanter cette chanson avec moi. Merci d'avoir cru en nous», a lancé la chanteuse, déjà multiprimée aux Grammy Awards, les récompenses musicales américaines, à l'adresse de Bradley Cooper, son partenaire dans le long-métrage. «Si vous avez un rêve, battez-vous pour le réaliser», a-t-elle conclu au terme d'une cérémonie consensuelle, qui a tranché avec les polémiques qui l'ont précédée.

A. S./APS

Palmarès de la 91^e cérémonie des Oscars dans les principales catégories

- Meilleur film : «Green Book : Sur les routes du sud».
- Meilleur réalisateur : Alfonso Cuarón («Roma»).
- Meilleure actrice dans un rôle principal : Olivia Colman («La Favorite»).
- Meilleur acteur dans un rôle principal : Rami Malek («Bohemian Rhapsody»).
- Meilleure actrice dans un second rôle : Regina King («Si Beale Street pouvait parler»).
- Meilleur acteur dans un second rôle : Mahershala Ali («Green Book : Sur les routes du sud»).
- Meilleur film d'animation : «Spider-Man : New Generation».
- Meilleur film étranger : «Roma».

R. C.

26^e Fespaco

Le film rwandais «The Mercy of the Jungle» ouvre le bal de la compétition

Le film rwandais «The Mercy of the Jungle» (La miséricorde de la jungle), qui dénonce l'absurdité de la guerre, a ouvert dimanche la compétition de la 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco).

Projeté dans la salle historique du Cinéma Burkina, le film réalisé par le rwandais Joël Karekezi, suit la dérive de deux soldats rwandais perdus dans la jungle lors de la deuxième guerre du Congo en 1998. «Le message de ce film, c'est un messa-

ge de paix», a expliqué son réalisateur. Le Rwanda est le pays invité de cette édition du cinquantenaire du Fespaco. Vingt longs métrages de fiction sont en lice pour décrocher l'Étalon d'or de Yennenga, la «palme d'or africaine». Le jury de cette catégorie est présidé par le critique de cinéma, l'Algérien Ahmed Bedjaoui. Le 26^e Fespaco a été ouvert samedi soir à Ouagadougou. L'Algérie est représentée par le long-métrage «Ila Akhir Ezzaman» (Jusqu'à la fin des temps) de Yasmine Chouikh qui disputera «L'Étalon

d'or de Yennenga» avec 19 autres œuvres cinématographiques en provenance de 16 pays.

Sorti en 2017, «Jusqu'à la fin des temps», premier long-métrage de Yasmine Chouikh, est une histoire d'amour entre Ali, un fossoyeur septuagénaire, et Djoher, une veuve sexagénaire qui prépare, de son vivant, ses funérailles. Le film a raté plusieurs prix, dont le «Annab d'Or» au 3^e Festival d'Annaba du film méditerranéen, le «Khindjar d'or» Grand prix au 10^e Festival international de Mascate, ainsi que le

«Whir d'or», Grand prix du 11^e Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa).

Le 26^e Fespaco dont les activités s'étaleront jusqu'au 2 mars prochain, célèbre le 50^e anniversaire de sa création (1969-2019), sous le slogan : «Mémoires et avenir des cinémas africains».

En 2017, la 25^e édition du festival a distingué deux œuvres cinématographiques algériennes: «Le Puits» de Lotfi Bouchouchi et «Bons baisers de Moruroa» de Larbi Benchiha. L'Étalon d'or de Yennenga a été décerné au film «Félicité», du

Sénégalais Alain Gomis.

Racim C.

AGEND'ART

Galerie d'art Asselah-Hocine

Jusqu'au 10 mars :

Exposition de l'artiste peintre Abdennour Zerfaoui.

Galerie Seen Art (Dely Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 9 mars :

Exposition de l'artiste plasticien et calligraphe Yazid Kheloufi, intitulée «Les encres de l'âme».



Grand Slam de Düsseldorf de Judo Lyès Bouyacoub (-100 kg) éliminé

LE JUDOKA Lyès Bouyacoub, le dernier des neuf algériens engagés dans le tournoi international «Grand Slam de Düsseldorf» actuellement en cours en Allemagne, a été éliminé dimanche, après sa défaite au deuxième tour chez les moins de 100 kg contre l'Autrichien Laurin Boehler. Bouyacoub avait bien démarré cette compétition en remportant son premier combat contre l'Allemand Daniel Zorn, avant de subir le même sort que ses compatriotes (6 messieurs et 2 dames), tous précocement éliminés. Le seul à avoir fait aussi bien que Bouyacoub est Fethi Nourine, qui a passé samedi le premier tour chez les moins de 73 kg, en battant l'Allemand Robert Brawig, avant de s'incliner par l'ippon au second tour face à l'Azéri Rustam Orujov. Les autres représentants algériens dans ce tournoi ont tous été éliminés dès le premier tour, à commencer par Mecerrrem Hadjer (-48 kg) et Belkadi Amina (-63 kg), battues respectivement par l'Espagnole Abelenda Martinez et la

Japonaise Doi Masako. Chez les messieurs, Salim Rebahi (-60 kg) a été battu par le Russe Robert Mshvidobadze, Houd Zourhani (-66 kg) par le Sud-Coréen Ham Jin Young et Wali Ezzine (-66 kg) par le Mongol Baskhuu Yondonperenlei. Le lendemain, dimanche, c'était au tour de Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Mehdi Lili (+100 kg) de passer à la trappe, en se faisant éliminer dès le premier tour, respectivement par le Sud-Coréen Gwak Dong-han et le Russe Anton Krivobov. Au total, 605 judokas (362 messieurs et 343 dames) représentant 93 nations participent à ce tournoi. A l'issue des deux premières journées de compétition, disputées vendredi et samedi, c'est le Japon qui caracole provisoirement en tête du classement des médailles avec 7 or, 1 argent et 2 bronze, devant la Grande-Bretagne et le Kosovo, ex æquo à la deuxième place avec 1 or, la Russie complétant le podium avec 3 argent et 1 bronze.

Championnat régional hivernal d'athlétisme à Oran Les athlètes de Chlef et Béchar haut la main

LES ATHLÈTES de Chlef et Béchar se sont illustrés au championnat régional hivernal d'athlétisme seniors dames et hommes, disputés samedi au complexe sportif des Castors d'Oran. Les coureurs «dames et hommes» de Chlef et de Béchar ont nettement dominé la majorité des courses en sprint, demi-fond, fond, steeple et relais, ainsi que les épreuves de lancer de poids, disque, javelot, saut en longueur et triple saut. Cette compétition d'une journée, organisée par la Ligue oranaise d'athlétisme en collaboration avec la

Direction de la jeunesse et des sports, a regroupé plus de 190 athlètes dames et hommes issus des ligues de wilayas de l'ouest du pays, à savoir Béchar, Chlef, Saïda, Tiaret, Tlemcen, Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Mascara, Mostaganem et Oran. Selon le directeur de l'organisation sportive de la ligue, Dellal Abdelkrim, les épreuves se sont déroulées dans une organisation parfaite, marquée par une rude concurrence et un niveau technique appréciable chez les messieurs et moyen chez les dames.

Grand-Prix Polyak-Imre de lutte Sid Azara décroche l'argent

LE LUTTEUR algérien Sid Azara Bachir (87 kg) a remporté la médaille d'argent du Grand-Prix international Polyak-Imre, consacré à la lutte gréco-romaine et organisé samedi et dimanche à Budapest (Hongrie). Après avoir battu l'Italien Fabio Parisi en huitièmes de finale, l'Algérien a pris le dessus ensuite sur le Serbe Vladimir Stankic (7-0) pour le compte des quarts de finale. L'Algérien a composé son billet pour la finale en battant le Biélorusse Radzik Kuliyeu (3-2). En finale, le médaillé d'argent

aux Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne) a été battu par le Hongrois Victor Lorincz (6-0). Organisé par la Fédération hongroise de lutte, le Grand-Prix international Polyak-Imre, un rendez-vous incontournable de la lutte mondiale, a vu la participation de l'Algérie qui était représentée par huit athlètes de la lutte gréco-romaine. La sélection algérienne a été conduite par le staff technique national composé des entraîneurs roumain Rusu Cornell et Bendjedaa Maazouz.

Composée de spécialistes et de généralistes L'Association nationale de médecine sportive est née

L'ASSOCIATION nationale de médecine sportive a été créée, a annoncé dimanche à Saïda son président, Allam Hicham. Cette association, dont le siège est à Saïda, a obtenu jeudi dernier son agrément du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a indiqué D' Allam. La création de cette association nationale composée de spécialistes et de généralistes de diffé-

rentes wilayas du pays vise à faire connaître la médecine sportive au niveau national, contribuer à la sensibilisation contre le dopage et les produits dopants, organiser des rencontres et autres. L'association compte 14 commissions de formation, de lutte contre le dopage, de rééducation fonctionnelle, de médecine légale, de chirurgie orthopédique, de secours et d'intervention, entre autres.

Coupe de la Confédération Le NAHD garde ses chances malgré la défaite

■ *Le Nasr d'Hussein-Dey garde toujours ses chances de qualification au prochain tour de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), malgré la défaite concédée avant-hier à Nairobi face au Ghor Mahya du Kenya sur le score de (2/0) pour le compte de la troisième journée de la phase des poules. Les Sang et Or ont mal géré ce match et concédé deux buts durant les dernières minutes de cette rencontre.*



Les Sang et Or ne perdent pas espoir

Par Mahfoud M.

Les deux buts de la rencontre ont été inscrits par Francis Kahata (84') et Tuyi Sengue (89'). Le Nasria (2', 4 pts) a tenu bon jusqu'à la 86' minute de jeu avant de lâcher prise suite à la sortie de ses deux meilleurs éléments, à savoir Gasmî (31') et El-Orfi (43') sur blessure ainsi que l'expulsion de Harrag (85'), ce qui a compliqué d'avantage la tâche des Sang et Or. Suite à cette défaite, les Nahdistes perdent ainsi la

première place au profit de Gor Mahia, le nouveau leader du groupe D avec un total de 6 points. Pour ce qui est de la blessure de Gasmî, il faut savoir qu'elle n'est pas vraiment grave et qu'il se porte mieux après avoir été transféré à l'hôpital. Les Sang et Or paraissent fatigués après cette sortie et n'auront pas trop de temps pour récupérer puisqu'ils devront affronter ce même adversaire dimanche prochain, le 3 mars, au stade du 5-Juillet 1962 (Alger). Les Nahdistes ne perdent pas espoir

de se qualifier pour les quarts de finale, surtout qu'ils n'ont besoin que de six points qu'ils pourront décrocher à domicile lors des ces matchs face à Ghor Mahya et le Zamalek d'Egypte. Les Hussein-Déens devront bien préparer le prochain match pour éviter les erreurs de ce match aller face aux Kenyans. Il faut savoir que l'équipe jouera sans son moteur et meneur de jeu, Harrag, après avoir été expulsé par l'arbitre à sept minutes de la fin.

M. M.

JS Kabylie

Le centre de formation sera une véritable pépinière

Le Centre de formation de la JS Kabylie à Oued-Aïssi (5 km à l'est de Tizi-Ouzou) sera ouvert à toutes les équipes sportives locales, a indiqué dimanche Isaad Rebrab, directeur-général du Groupe Cevital, qui prend en charge la construction de cette infrastructure sportive. «Nous avons discuté avec les dirigeants de la JSK et décidé d'ouvrir les portes de ce centre à toutes les équipes locales pour former leurs sportifs qui consti-

tueront une pépinière pour la JSK et l'équipe nationale», a déclaré M. Rebrab lors de la pose de la première pierre du chantier de ce centre. Il sera, également, a-t-il ajouté, «ouvert aux jeunes sportifs de toutes les régions du pays pour former des talents et champions nationaux et leur permettre de se hisser à un rang internationaux». Outre des locaux pour l'administration du club, la futur structure, construite sur une superficie de 4 hectares,

comprendra deux terrains dont un en gazon naturel, une unité de récupération physique, des vestiaires un hôtel de 60 chambres et un parking auto, a-t-on indiqué. Relevant le caractère citoyen du groupe Cevital qui sponsorise la JSK et d'autres clubs du championnat national, M. Rebrab s'est dit «résolu à continuer à promouvoir la pratique sportive et, partant, permettre à la jeunesse de préserver sa santé».

Ligue 1 Mobilis DRBT- CRB reporté

Le match des mal classés DRBT Tadjenanet - CR Belouizdad, prévu initialement mardi au stade Lahoua-Smaïna (17h45) dans le cadre de la mise à jour de la 19^e journée du championnat de Ligue 1, a été reporté à une date ultérieure, a

annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site web. Outre ce report, pour lequel la LFP ne donne pas de raisons, le match opposant le leader du championnat, l'USM Alger et son voisin le Paradou AC (3), comptant pour la 23^e

journée et fixé initialement à vendredi prochain, a été décalé à samedi. Par ailleurs, les rencontres US Biskra-JSM Skikda et ASM Oran-RC Relizane de Ligue 2 (24^e journée), programmées pour vendredi, ont été décalées aussi à samedi.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Zones d'expansion touristiques à Oran

Trois nouvelles ZET créées prochainement

NOUVELLES zones d'expansion touristiques seront créées dans la wilaya d'Oran pour porter à 12 le nombre de ZET existantes, a-t-on appris de la direction régionale Ouest de l'Agence nationale de développement du Tourisme (ANDT). Il s'agit des ZET de Cap Blanc 1, Djenane El Kerroume (Arzew), et de Ain Franine 1, a précisé à l'APS, Mme Benfissa Nabila, directrice Régionale du pôle Nord-ouest de l'ANDT, qui chapeaute dix wilayas de l'ouest. «La création de ces ZET intervient dans l'optique de revaloriser et de promouvoir le secteur du tourisme dans la capitale de l'Ouest», a-t-elle souligné. La wilaya d'Oran dispose déjà de 9 ZET, toutes dotées de plans d'aménagement touristique (PAT), mais ces plans sont, dans leur majorité, en cours d'approbation, a mis en exergue la responsable. Elle a estimé que ces nouvelles ZET auront besoin d'un PAT pour leur aménagement car, seuls ces plans détermineront le nombre de lots dégagés et le nombre de projets d'investissement et de postes d'emploi à

créer. «Les études sont en cours pour les nouvelles ZET. Ces études permettront de dégager un foncier touristique destiné à encourager l'investissement touristique et hôtelier. Celui-ci confèrera de la valeur ajoutée en termes de nombre de lits et de postes d'emploi directs et indirects qui seront générés», a expliqué M^{me} Benfissa. Pour les ZET de Madagh, Madagh 2, les Andalouses, Cap Falcon et Kristel, leurs plans d'aménagement sont en voie d'approbation, a-t-elle souligné. Le pôle nord-ouest de l'ANDT englobe 52 ZET, des zones délimitées et protégées par décret. Parmi les 10 wilayas que ce pôle supervise, la wilaya d'Ain Temouchent est très en avance par rapport aux autres, a-t-elle souligné expliquant que cette région dispose de 10 ZET, avec des plans d'aménagement touristiques approuvés en 2016. Des projets d'investissement sont en cours de réalisation et certains ont même atteint un taux de réalisation de 99%, a-t-elle fait savoir. **FI T.**

Mali

Une quinzaine de terroristes neutralisés par l'armée française

UNE QUINZAINES de terroristes appartenant au dénommé «Front de libération du Macina» ont été neutralisés dans une frappe aérienne de l'armée française au centre du Mali, a annoncé lundi l'état-major des armées françaises. «Deux Mirage 2000 basés à Niamey sont intervenus samedi soir dans la région de Dialabé, au nord de Mopti, en coordination avec les forces armées maliennes», a indiqué l'état-major dans un communiqué. Cette opération est interve-

nue alors que le Premier ministre français Edouard Philippe effectuait une visite au Mali. La France et sa force militaire Barkhane (4 500 soldats dans les pays du Sahel, dont 2 700 sur le territoire malien) seront «aux côtés du Mali aussi longtemps que nécessaire et aussi longtemps que le Mali le souhaitera», a indiqué M. Philippe. Les militaires français avaient déjà tué jeudi au Mali le numéro deux de la principale alliance terroriste du Sahel liée à Al-Qaïda. **R. I.**

Bahreïn

Des peines de prison contre des membres de la famille d'un opposant

LA JUSTICE bahreïnienne a confirmé lundi la condamnation à des peines de prison contre trois membres de la famille d'un opposant, a rapporté des médias locaux citant un groupe d'opposants. La Cour de cassation de Bahreïn, la Cour suprême du royaume, a confirmé la condamnation à trois ans de prison contre des membres de la famille du dissident Sayed Ahmed Alwadaei, responsable du Bahrain Institute for Rights and Democracy, un groupe d'opposition basé à Londres. La belle-mère de Alwadaei, Hajer Mansoor Hassan, le beau-frère,

Sayed Nizar Alwadaei, et son cousin, Mahmood Marzooq Mansoor, avaient été arrêtés en mars 2017 et condamnés en octobre de la même année pour avoir posé une «fausse bombe». La Cour de cassation a également confirmé la peine de mort contre deux individus reconnus coupables d'un attentat à la bombe en 2015 ayant tué deux policiers dans le village de Sitra, selon une source judiciaire. Bahreïn, est en proie à des troubles sporadiques depuis 2011, revendiquant des réformes politiques. **May G.**

le sit-in de Mouwatana réprimé



Djalou@hotmail.com

Boumerdès

Festival de l'innovation audiovisuelle en mars

■ La première édition du festival national de l'audiovisuel de la jeunesse se tiendra du 03 au 07 mars à Boumerdès, a-t-on appris lundi, auprès du commissaire de cette manifestation culturelle.

Par Racim C.

Des jeunes producteurs dans le domaine de l'audiovisuel issus de 32 wilayas, âgés de 18 à 35 ans, prendront part à cette manifestation qu'abrètera la salle des activités de l'Université «M'hamed Bougara» et qui verra la projection de 42 productions entre court-métrage et documentaire, a-t-on indiqué. Huit sujets ayant trait à l'enfance, la jeunesse, l'environnement, la citoyenneté, les fléaux sociaux et le tourisme de jeunesse, seront traités par les productions en compétition,

dont 25 courts-métrages, 09 documentaires et 08 productions panoramiques, pour la distinction du festival «le phare d'or», pour chaque catégorie. Le festival, placé sous le thème «une jeunesse innovante pour un avenir prometteur» sera rehaussé par la présence d'invités internationaux à l'exemple des représentants des festivals internationaux de Sousse (Tunisie) et Titouane (Maroc). Diverses activités sont au programme de cette manifestation dont des projections de productions réalisées par les participants, documentaires, courts-

métrages et spots publicitaires, des conférences, ateliers et concours dans le domaine de l'audiovisuel, ainsi que des sorties au niveau de la Casbah de Dellys (50 km à l'Est de Boumerdès). L'objectif visé par cette manifestation est «l'animation de la scène médiatique et culturelle, la mise en lumière des innovations de la jeunesse dans le domaine de l'audiovisuel et la création d'un esprit de compétition et d'un pont de contacts entre les amateurs de cette discipline», a ajouté la même source. **R. C.**

Tourné vers l'innovation et le numérique

Mobilis, partenaire du 9^e Colloque maghrébin sur les applications mathématiques

PARCE que résolument tourné vers l'innovation et le numérique, l'opérateur national en téléphonie mobile, Mobilis annonce son sponsoring pour la 9^e édition du colloque «Tendances dans les Applications Mathématiques en Tunisie, Algérie et Maroc» TAM-TAM 2019.

Prévu à Tlemcen les 23 et 27 février 2019, TAM-TAM est un colloque maghrébin ouvert à tous les chercheurs en mathématiques appliquées, privilégie la participation des jeunes chercheurs et doctorants maghrébins et leur offre l'occasion de présenter leurs premiers travaux.

Organisé tous les deux ans, tour à tour, en Tunisie, en Algérie et au Maroc, cet événement qui se veut un trait d'union entre les chercheurs magh-

rébins en mathématiques appliquées de par le monde, a pour objectifs de faire le point, sur les travaux de pointe dans les thèmes d'actualité en mathématiques appliquées, et ainsi faciliter l'insertion de nos jeunes chercheurs maghrébins au meilleur niveau dans la grande communauté scientifique internationale. Les communications sont sélectionnées de manière à maintenir un niveau scientifique conforme aux normes d'excellence internationale.

Aussi, Mobilis entreprise responsable, résolument tournée vers l'innovation et le numérique, annonce sa «fierté d'apporter son soutien à la promotion et à la recherche scientifique».

L. N.